

La situation économique

un plafond de 6 p. 100. C'est seulement il y a quelques années que les parlementaires ont osé supprimer ce plafond.

Si vous voulez faire l'unité des Canadiens de l'Ouest, il vous suffit de leur parler de taux d'intérêt. Je ne me place pas seulement sur le plan politique. Le gouvernement se rend compte, je pense, que ce sujet nous tient vraiment à cœur. Je suppose que c'est aussi vrai pour les députés d'en face. Néanmoins, je tiens à leur citer quelques faits qui prouvent que nous pouvons avoir un comité comme celui que le gouvernement a supprimé au Parlement. Voilà le danger qu'il y a à s'entêter à suivre une théorie économique qui n'est pas valable. Le gros bon sens vaut bien mieux que n'importe quelle théorie lorsqu'il est question de taux d'intérêt. Permettez-moi de vous citer quelques faits.

● (2120)

Les gouverneurs de la Banque nous ont servi entre autres grands arguments que si on laisse tomber la valeur du dollar de 1 p. 100, les produits importés nous coûteront un peu plus cher. Nous importons, de façon générale, pour une valeur d'environ 50 milliards de biens par année. Même cette hausse de 1 p. 100 du coût ne ferait que 500 millions de plus par année, ce qui est, bien sûr, inflationniste.

Quel est ce coût si on se sert du taux d'intérêt pour soutenir le dollar? Prenons, par exemple, une augmentation du taux d'intérêt de 1 p. 100 appliquée à plus de 500 milliards de dollars. Ce 1 p. 100 de 500 milliards de dollars donne 5 milliards de dollars. Donc, même si les spécialistes de la finance disent que l'effet inflationniste des biens importés n'est que de .4 p. 100 ou de .2 p. 100—multiplions ce chiffre par 5 et disons que cet effet est de 1 p. 100—cela ne représente que 500 millions de dollars de plus par année. C'est beaucoup d'argent, mais c'est une très petite somme comparée au montant de cinq milliards de dollars que représente sur une année une hausse de 1 p. 100 du taux d'intérêt. Retenez bien ces chiffres.

J'ai devant moi un tableau des taux d'intérêt pratiqués par notre banque centrale au cours des quatre dernières années. Si on prend seulement l'an dernier, le dollar a atteint un maximum de 87c. et un minimum d'environ 82c., soit une différence de 5 p. 100. Ce 5 p. 100 multiplié par 500 millions de dollars signifie que lorsque le dollar descend à 82c., cette dévaluation est inflationniste et nous coûte 5 fois 500 millions de dollars ou 2.5 milliards de dollars par année. C'est là un coût très élevé. Voilà qui est inflationniste.

Quel est ce coût si on applique la même règle aux taux d'intérêt? Les taux d'intérêt ont grimpé d'un peu au-dessus de 10 p. 100 l'été dernier à plus de 17 p. 100 maintenant, une augmentation globale de 7 p. 100. Souvenez-vous que chaque fois que l'on augmente le taux d'intérêt de 1 p. 100, il en coûte à la population canadienne cinq milliards de dollars par année et sept fois cinq milliards de dollars donne 35 milliards de dollars par année. Cette politique qu'ont suivie le gouverneur de la Banque du Canada et le ministre des Finances a ajouté au cours des derniers six mois 35 milliards de dollars à ce qu'il coûte annuellement pour soutenir le dollar canadien. Même une chute de 5 p. 100 ne nous aurait coûté que 2.5 milliards de dollars; si on vous donnait le choix, vous sauriez lequel prendre.

Dans les pays anglophones, neuf économistes sur dix seraient d'accord sur ce que je viens de dire. Pourquoi alors avons-nous cette minorité entêtée, cette coterie professionnelle du ministère des Finances qui tient à nous faire avaler ce qu'elle a appris à l'école? Voilà le véritable nœud de la question.

Des voix: Bravo!

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): N'accusez pas le gouverneur de la Banque. En théorie, il est indépendant, mais en pratique il sait qui détient le pouvoir au pays. Ce n'est ni le ministre ni le premier ministre (M. Trudeau). Le gouverneur n'est qu'un laquais de cette coterie de mandarins. Je pense que je me suis exprimé assez clairement.

Le ministre paie chèrement les conséquences de son arrogance et de son étroitesse d'esprit, mais pour parler de façon honnête, ce point de vue que je viens d'émettre n'est pas uniquement celui du député de Qu'Appelle-Moose Mountain, mais il est partagé par certains des plus éminents économistes et intellectuels du monde.

J'ai sous la main un exemplaire de la revue intellectuelle sans doute la plus valable destinée aux économistes et aux sérieux étudiants en administration publique des pays anglophones. Elle s'appelle *The Public Interest*. A l'heure actuelle, cette revue ne se trouve pas à la bibliothèque du Parlement. La demande de revues intellectuelles n'est pas très forte parmi les parlementaires. Elle se trouve dans la bibliothèque nationale et certaines personnes en ville la reçoivent. J'aimerais en lire un extrait tiré d'un numéro spécial paru le mois dernier et intitulé *The crisis in economic theory*. Ma citation provient d'un article intitulé «Economic theory and policy in disarray». L'article en question est de James W. Dean et a pour sous-titre «The dissolution of the Keynesian consensus».

Rappelez-vous, monsieur l'Orateur, que je cite un extrait d'une revue publiée, je dis bien, à New York. Très peu d'exemplaires arrivent au Canada, mais la revue est lue dans tous les autres pays anglophones du monde. Le jour viendra où le niveau intellectuel des Canadiens sera tel que les gens rechercheront ce genre de discours intellectuel. Je n'en lirai que six phrases. Rappelez-vous, encore une fois, que cette revue est parue le mois dernier. Voici comment débute l'article:

Le 13 décembre 1979, le gouvernement du Canada est tombé.

Imaginez un peu de parler du Canada dans une revue intellectuelle. On aura tout vu. L'article poursuit en ces termes:

Depuis six mois les conservateurs dirigeaient le pays avec une minorité parlementaire et le gouvernement est tombé sur un vote de défiance. La question en jeu était son premier budget; un budget qui rejetait les politiques économiques de Keynes, en les remplaçant par des recommandations totalement différentes. Il fallait lutter contre le chômage et une croissance ralentie non en augmentant le déficit fédéral mais en le diminuant.

C'était un changement radical et total de la théorie économique. L'article poursuit:

C'était un tournant que les conservateurs eux-mêmes avaient recommandé lorsqu'ils étaient dans l'opposition l'année précédente. Leur tournant reflétait le changement d'opinion de l'ensemble des économistes dans la communauté anglophone. C'était la dernière manifestation spectaculaire de la décennie d'un consensus keynésien en voie de disparition.